

# Face aux situations de fragilité, de crises et de violence

[http://www.afd.fr/projets\\_afd/crises-et-conflits](http://www.afd.fr/projets_afd/crises-et-conflits)

« Agir le plus en amont possible sur les vulnérabilités qui constituent le terreau des crises »

*A quelques jours du Sommet humanitaire mondial, à Istanbul, Olivier Ray, responsable de l'équipe prévention des Crises et relèvement post-conflits, nous explique comment l'aide au développement peut, et doit, agir sur les vulnérabilités afin d'augmenter les capacités de résilience d'un pays face à des catastrophes d'origine naturelle, des conflits armés ou des pandémies. Photo © Ben White/CAFOD, Creative Commons.*

**En quoi le Sommet humanitaire mondial, qui se tient à Istanbul les 23 et 24 mai est-il important ?**

Un sociologue français disait « Quand on affronte les problèmes de demain avec les organisations d'hier, on récolte les drames d'aujourd'hui ». Face à l'évolution des crises, il est urgent de mettre à jour nos logiciels et d'adapter nos modes d'organisation.

C'est tout l'enjeu de ce sommet sur l'action humanitaire, qui rassemblera des chefs d'Etats et de gouvernements de nombreux pays – riches et pauvres, stables ou traversant des crises. Le Secrétaire général de l'ONU qui l'a convoqué souhaite impulser une série d'actions concrètes pour mieux se préparer aux crises, mieux y répondre lorsqu'elles adviennent et surtout renforcer la résilience des sociétés face aux chocs – qu'il soient provoqués par des catastrophes naturelles (comme le récent tremblement de terre en Equateur), des pandémies (Ebola) ou des conflits armés (Da'Ech).

Le Sommet axera sa réflexion sur sujet crucial : les victimes de crises ne doivent pas être traitées comme des récipiendaires, passifs, d'assistance, mais être accompagnées pour surmonter les chocs auxquelles elles sont confrontées afin qu'elles deviennent les actrices de leur propre rétablissement.

**Pourquoi l'AFD est-elle concernée par ce sommet alors qu'elle n'est a priori pas concernée par l'action humanitaire ?**

Les professionnels de l'action humanitaire et de l'aide au développement partagent désormais la conviction que l'efficacité de leurs actions exige la mobilisation de leurs savoir-faire complémentaires en appui aux partenaires locaux.

C'est d'autant plus important que l'on voit se multiplier les crises chroniques, qui se prolongent sur plusieurs décennies, comme dans l'est de la République démocratique du Congo, en Haïti ou en Afghanistan. Il est ni possible ni souhaitable que l'aide humanitaire internationale prenne en charge indéfiniment les besoins de santé, d'éducation ou de logement de ces populations. Des financements de développement doivent pouvoir prendre le relais pour aider la société civile et les pouvoirs publics locaux à répondre à ces besoins de façon plus durable.

L'AFD participe donc au Sommet aux côtés du Centre de crises et de soutien du ministère des Affaires étrangères pour approfondir ce travail de coordination entre action humanitaire et aide au développement, au service de réponses locales aux crises et d'une action en profondeur contre les vulnérabilités dans lesquelles elles prennent racine.

On connaît désormais le coût exorbitant des catastrophes écologiques, sanitaires ou des conflits – qui se répercute sur des générations. L'un des messages importants du Sommet est qu'il est essentiel d'agir le plus en amont possible sur ces vulnérabilités qui constituent le terreau des crises.

## **Comment peut-on agir ? Les défis semblent immenses et insurmontables... Comment l'action de l'AFD, qui finance un projet ici, accompagne une politique publique là, peut-elle avoir un réel impact sur ces vulnérabilités qui paraissent profondes et étendues ?**

En investissant dans le renforcement de systèmes de santé, l'aide au développement peut réduire la vulnérabilité d'un pays aux pandémies.

L'AFD finance par exemple, en Asie, en Afrique de l'Ouest ou dans l'Océan indien, des systèmes de veille épidémiologique qui permettent aux Etats d'une région de détecter des épidémies dès leur apparition afin de déclencher rapidement les réponses appropriées. Elle finance également des activités de renforcement de systèmes de santé publique de plusieurs pays africains. C'est une action de longue haleine, peu visible du grand public, et pourtant essentielle pour éviter la multiplication de crises sanitaires.

En accompagnant l'évolution des pratiques agricoles vers une agriculture plus productive, plus résiliente et moins consommatrice de ressources naturelles, l'aide peut réduire l'exposition de pays aux effets de changement climatique.

En renforçant les capacités de ses institutions à gérer pacifiquement les conflits ou en réduisant certaines des fragilités qui les nourrissent, l'aide peut aussi agir sur la vulnérabilité d'une société à la violence.

L'AFD finance par exemple des projets de gestion des tensions entre populations hôtes et réfugiés au Liban, ou des projets de gestion des tensions entre éleveurs et agriculteurs au Sahel. Au Nord-Cameroun, fragilisé par les attaques de Boko Haram, elle finance des chantiers à haute intensité de main d'œuvre pour donner des opportunités d'emploi et de formation à des jeunes qui sont la cible de recrutement par la secte.

Evidemment, les financements de l'AFD ne seront pas, seuls, à la hauteur des enjeux. C'est pourquoi elle se fixe comme principe, dans ces contextes, d'agir systématiquement en partenariat, dans le cadre de coalitions d'acteurs.

## **Cela correspond-il à une inflexion de la doctrine de l'AFD dans son action ? Est-ce un sujet à part, parallèle à l'action « traditionnelle » de l'AFD ou est-ce une thématique qui va la faire évoluer ?**

La priorité que l'AFD souhaite donner à la lutte contre les vulnérabilités et la réponse aux crises est une véritable inflexion, qui répond à une attente forte de nos partenaires locaux et internationaux, de nos tutelles, mais aussi des Français, qui expriment le souhait que la coopération internationale de la France contribue à lutte contre les causes profondes des crises que nous voyons se multiplier à nos portes.

Ces crises provoquent des drames humains inacceptables, à l'instar des naufrages de bateaux de migrants en Méditerranée. Et elles peuvent avoir des répercussions fortes sur le territoire national, à l'image des actions terroristes préparées en Syrie. C'est pour répondre à ces attentes que l'Agence fait évoluer ses instruments financiers, ses stratégies, ses partenariats, mais aussi sa culture professionnelle.

Mais ce tournant, que la plupart des agences d'aide au développement sont en train de prendre, n'éloigne pas pour autant l'AFD de son métier de financeur du développement. Il s'agit du renforcement de capacités de nos partenaires, du financement d'infrastructures publiques de qualité, de l'appui au secteur privé et à la société civile ou de l'accès à des services sociaux comme l'éducation ou la santé. Il s'agit donc plus d'une évolution des modes opératoires que d'un changement de champ d'activités de l'Agence.

L'AFD s'est dotée d'une approche spécifique pour ses interventions dans des pays en conflit armé ou récemment sortis de conflits ; des pays confrontés à une catastrophe naturelle ou à une crise sanitaire soudaine – telle que l'épidémie d'Ebola ; des États défaillants qui peinent à remplir les missions essentielles de la puissance publique ; des sociétés divisées, instables ou marquées par des poches d'instabilité et de violence.

Dans ces situations comme ailleurs, le mandat de l'AFD est d'accompagner le processus de développement économique et social ou de contribuer à en poser les bases. Pour le mener à bien, elle doit adapter ses modes d'intervention à la spécificité de ces contextes.